

vision

N°01 - TRIMESTRIEL - JANVIER / FÉVRIER / MARS 2014 - GRATUIT / FREE

paixsonne

MAGAZINE D'INFORMATION INTERNATIONALE DU ROPPA
INTERNATIONAL INFORMATION MAGAZINE ROPPA



FOCUS / FOCUS

- MISE EN OEUVRE DES ENGAGEMENTS DE MAPUTO
- IMPLEMENTATION OF THE MAPUTO COMMITMENTS

REPORTAGE REPORT

- 20 ANS DU CNCR
- 20 YEARS OF NCRC

INTERVIEW AVEC /WITH

Djibo BAGNA

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU ROPPA / CHAIRMAN OF THE BOARD OF DIRECTORS ROPPA




COMMUNIQUER AUTREMENT COMMUNICATE DIFFERENTLY

FR Il est de la démarche quotidienne des hommes et des structures de travailler à l'amélioration de leurs relations significatives avec leurs proches et leurs alliés. Il procède également de cette logique à chercher à convaincre les plus sceptiques pour les amener à adhérer à leurs idéaux. Pareille démarche, somme toute légitime, est la plupart du temps à l'origine de beaucoup de changements souvent positifs pour celui qui sait en tirer profit. C'est dans cette logique que le Réseau des Organisations Paysannes de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) compte désormais s'inscrire en communiquant, en communiquant mieux.

Pareille démarche trouve son fondement dans l'élaboration et la mise en oeuvre d'un nouveau plan de communication. Il s'agit ainsi de coller à la nouvelle donne née de l'adoption de son plan quinquennal 2012-2016, véritable instrument de modernisation de l'agriculture familiale. Ce plan, miroir de la vision du ROPPA, mérite d'être connu et compris de tous : acteurs membres et non membres de notre réseau. Pour ce faire, quoi de mieux qu'une bonne communication pour informer, dialoguer avec nos membres, avec les institutions gouvernementales nationales, régionales et internationales, avec les autres partenaires au développement, bref avec tous ceux qui, de près ou de loin s'intéressent à l'agriculture africaine, à l'agriculture familiale. Autrement dit, il s'agira désormais pour le ROPPA de communiquer, mais surtout de communiquer autrement.

C'est dans ce nouveau sillage que, le ROPPA compte s'engouffrer avec vous pour faire passer son message, faire comprendre ses positions, s'affirmer davantage et pourquoi pas renoncer quelquefois à ses convictions parce que ouvert à toute idée novatrice et convaincante. Communiquer autrement, dans la perspective de recueillir le point de vue des uns et des autres. Être attentif à vos idées, à toute idée novatrice, être à votre écoute, accepter vos choix, répondre même à vos désirs quand cela s'avère nécessaire dans une perspective de nous améliorer, car vous restez pour nous des partenaires importants. Partenaires avec lesquels, nous passons une bonne partie de notre temps. Partenaires qui n'hésitent pas à nous accompagner à chaque fois que de besoin. C'est en tout cela que « Vision paysanne », ce nouveau

EN It is a daily approach for men and institutions to work in order to improve their meaningful relationships with their families and allies. It also stems from this logic to try to convince the fewer skeptics to get them to adhere to their ideals. In such an approach, in any case, is mostly the cause of many often positive changes for those who know how to benefit from it. It is in this framework that the Network of Farmers and Producers Organizations in West Africa (ROPPA) is planning to work henceforth by communicating, communicating better.

Such an approach has its foundation in the development and implementation of a new communication plan. It is well to stick to the new situation created by the adoption of the five-year plan 2012-2016, real modernization instrument of family farming. This plan, mirror of ROPPA vision, deserves to be known and understood by everyone: stakeholders, members and non-members of our network. To do this, what is best is a good communication to inform, communicate with our members, with national government, regional and international institutions, with other development partners, in short, with all stakeholders interested in African agriculture, family farming. In other words, ROPPA has the responsibility to communicate, but also to communicate differently.

ROPPA wants to take privilege of this new orientation to get his message across, to make its positions known, more assertive whilst being flexible on its convictions because we are opened to innovative and convincing ideas. Communicate differently, with a view to collect the views of everybody. Paying attention to your ideas, any new idea, listening to you, accepting your choice to meet your needs even when necessary with a view to improve, because you remain important partners for us.

Partners with whom we spend much of our time. Partners who do not hesitate to join us whenever needed. This is all that « Farmer' Vision », this new bulleting which you hold, the first in your hands requests of you. As a quarterly newspaper for all those interested in development issues in Africa, it is intended as a framework for exchanges to discover the true agricultural and rural West Africa, the farming agriculture. This will be done now

RESEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) a pour mission de « favoriser le développement des exploitations familiales et de l'agriculture paysanne tout en maîtrisant les politiques liées à la libéralisation des économies nationales et à la mondialisation des échanges commerciaux ».



Mali

Tél. : (+223) 20 28 68 00
Email : cnoymali@yahoo.fr
http://www.cnop-mali.org



Ghana

Tél. : (+233) 302 326 880
Email : fongsec@4u.com.gh
farmersorganization@yahoo.com



Niger

Tél. : (+227) 20 73 23 52
Email : ptp_niger@yahoo.fr
http://www.pfpniger.org



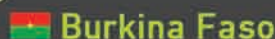
Guinée

Tél. : (+224) 622 59 34 38
Email : paysansdeguinee@yahoo.com
http://www.erails.net/GN/cnop/cnopp/



Sénégal

Tél. : (+221) 33 827 74 53
Email : cncr@cncr.org
http://www.cncr.org



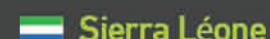
Burkina Faso

Tél. : (+226) 50 30 18 44
Email : cpfe@fasonet.bf / cpfouaga@yahoo.fr
http://www.cpfburkina.org



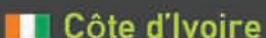
Guinée Bissau

Tél. : (+245) 660 66 96
Email : roppeguinebissau@yahoo.fr



Sierra Leone

Tél. : (+232) 228 568
Email : nafsl2010@yahoo.com



Côte d'Ivoire

Tél. : (+225) 22 44 11 76
Email : anopaci@yahoo.fr
http://www.erails.net/CI/anopaci/anopaci/



Liberia

Tél. : (+231) 88 65 10 285
Email : arjayfarm@yahoo.com
farmersliberia@yahoo.com



Togo

Tél. : (+228) 2251 74 42
Email : ctap03@yahoo.fr
http://www.ctop-ops.org



Bénin

Tél. : (+229) 21 37 72 88
Email : pnooppa_benin@yahoo.fr
contact@pnooppa-benin.org
http://www.pnooppa-benin.org



Gambie

Tél. : (+220) 995 42 51
Email : nacofag100@hotmail.com

NOS PLATEFORMES NATIONALES

magazine dont vous tenez le premier numéro entre les mains nous invite, vous invite. En tant que revue trimestrielle destinée à toutes celles et tous ceux qui s'intéressent aux questions de développement de l'Afrique. Elle se veut un cadre d'échanges pour faire découvrir la véritable Afrique de l'Ouest agricole et rurale, celle de l'agriculture paysanne. Ceci se fera désormais à travers la diffusion et la traduction d'informations, de reportages, d'analyses, de points de vue ou de témoignages sur le monde paysan et sur la vision paysanne de l'agriculture et ses enjeux. Pour ce faire, elle proposera des dossiers, des articles, pour aider à comprendre, agir, s'engager, partager, connaître les acteurs du monde paysan et ceux qui agissent de manière résolue pour leur compte dans une perspective de dépassement des crises présentes et de tous ordres et de construction d'un avenir où l'Afrique seule nourrit l'Afrique. Bref, « Vision paysanne » visera à alimenter le débat sur les questions majeures du monde rural. Elle sera une plateforme indépendante d'informations et de références sous tous ses aspects, dans une optique de justice, de démocratie et pour une souveraineté alimentaire. Il sera ce que vous et nous en ferons. Vos contributions serviront à l'alimenter, à la faire vivre. Elle sera sans nul doute, un relais d'analyses et d'expériences issues d'organisations, d'associatives, de chercheurs, de gouvernements, d'indépendants, bref de tout le monde.

Il s'agira dans ce premier numéro, de donner la parole à des acteurs majeurs du mouvement paysan africain nous refaire l'histoire et poser le débat sur la durabilité des Organisations Paysannes. Ces organisations sont aujourd'hui, en ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, à la croisée des chemins. Leur émergence et leur rapide développement ne sont certes pas sans poser problèmes. Problèmes qui ont pour noms gouvernance, financement, duplication, concurrence... Ces problèmes nous interpellent tous et méritent qu'on s'arrête un tant soit peu pour y réfléchir. Aussi, un regard inquisiteur sera jeté par quelques dirigeants pour examiner leur présent mais surtout s'interroger sur leur avenir. Quid de leur financement de leur mode de gestion ainsi que de leur gouvernance?

Partager avec vous la vie du ROPPA et celle de ses membres est à notre avis essentiel. Aussi, « Vision Paysanne » vous informe à travers ce numéro et continuera de vous informer sur l'état de déroulement de son plan d'action né de son plan quinquennal.

Elle sera également fait à travers ce numéro et ceux qui suivront une ouverture sur l'environnement international et son impact sur le secteur agricole africain afin de ne pas déroger à la règle liée à cette ouverture des marchés. D'ores et déjà, nous vous invitons à lire le présent magazine qui est avant tout le vôtre et à le partager. Nous attendons également et surtout, vos points de vue sur toutes les questions relatives au développement de l'Afrique en général et de l'Afrique agricole en particulier. Cette agriculture sans laquelle, il n'existe point de progrès.

Bonne lecture

Président du ROPPA



through the dissemination and translation of information, reports, analysis, views or evidence on the peasantry and the farmers' vision of agriculture and its challenges.

To this regards, it will propose information, articles, to help understand, act, engage, share, know the farming stakeholders and those who act decisively on their behalf with a view to overcoming all kinds of crises and build a future where Africa alone feed Africa. In short, «Farmers' Vision» will focus on the debate on major issues in rural areas.

It will be an independent platform for information and references in all its aspects, from the perspective of justice, democracy and food sovereignty. It will be what you and we will make it. Your contributions will be used to sustain and make it live. It will undoubtedly be a relay of analysis and experiences from organizations, associations, researchers, governments, independents; from everyone.

This first edition will define guidelines for the debate on the sustainability of farmers' organizations. These West African associations are today at the crossroads. Their emergence and rapid development are certainly not without problems. Problems such as governance, funding, duplication, competition ... These problems concern us all and deserve to be thought about a little bit. Also, an inquisitive and questioning attention will be given to examine their presence but also wonder about their future. What about their funding, their management and their governance? Sharing with you ROPPA's daily life and that of its members is in our opinion essential. Also, «Farmer' Vision» informs you through this issue and will continue to inform you about the state of progress of the action plan resulting from its five-year plan.

Through this issue and the future ones, there will be an opening on the international environment and its impact on African agriculture not waiving the rule related to the opening of markets.

Already, we invite you to read this magazine which is primarily yours, and to share it. We also expect and especially, your views on all matters relating to the development of Africa in general and agricultural Africa. This agriculture, without which there is no progress.

Enjoy reading

Chairman of ROPPA



VISION PAYSANNE: Magazine d'Information International du Réseau des Organisations Paysannes de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) • **Directeur de Publication:** Djiibo BAGNA • **Rédacteur en Chef:** Kalilou SYLLA
Coordinateur: Mahamadou OUEDRAOGO • **Consultant:** Papa Yoro DIOP • **Comité de Rédaction:** Kalilou SYLLA, Mahamadou OUEDRAOGO, Papa Yoro DIOP, Gaoussou NABALLOUM, Gilles PADJOLEY, Babacar SENE,
 Equipe du Secrétariat Exécutif du ROPPA • **Régie Publicitaire:** Edit'o: Cocody Ambassade - Abidjan - Côte d'Ivoire / Tél.: (+225) 22 44 50 51 / email: veronique.attie@gmail.com
Adresse Vision Paysanne: 092 BP 884 Ouagadougou 09 - Burkina Faso • Tél.: +226 50 36 08 25 - Tél./Fax: +226 50 36 26 13 • Email: roppa2000@yahoo.fr / secretariat@roppa-afrique.org
Site web: www.roppa.info / www.roppa-afrique.org

06



SOMMAIRE | CONTENTS

01 JANVIER / FÉVRIER / MARS 2014

FOCUS / FOCUS

- 06** Dialogue multi-acteurs sur les progrès réalisés en Afrique de l'Ouest dans la mise en oeuvre des engagements de Maputo.

Multi-stakeholder dialogue on progress in West Africa in the implementation of the Maputo commitments

LIBRE OPINION FREE OPINION

- 08** « La citoyenneté rurale doit permettre aux ruraux de défendre leur place dans l'équité économique »

«Rural citizenship should enable rural people to defend their place in economic fairness»

INTERVIEW / INTERVIEW

- 14** L'exploitation familiale au coeur de la réflexion et de l'action sur le développement

Family farming, the centerpiece of reflection and action on development

VIE DES INSTITUTIONS INSTITUTIONAL LIFE

- 18** Capitalisation des initiatives économiques des Organisations Paysannes

Capitalization of economic initiatives of Farmers' Organizations

REPORTAGE / REPORT

- 20** Anniversaire du CNCR: Le CNCR fête ses vingt ans
 Baba Ngom, Secrétaire Général du CNCR
Anniversary of NCRC: The NCRC celebrates twenty years

LU POUR VOUS / YOU READ

- 24** L'Afrique peut nourrir l'Afrique
Africa can feed Africa



08



18



20



14



DIALOGUE MULTI-ACTEURS SUR LES PROGRÈS RÉALISÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST DANS LA MISE EN OEUVRE DES ENGAGEMENTS DE MAPUTO : RECOMMANDATIONS FINALES DE MONROVIA

MULTI-STAKEHOLDER DIALOGUE ON PROGRESS IN WEST AFRICA IN THE IMPLEMENTATION OF THE MAPUTO COMMITMENTS: FINAL RECOMMENDATIONS OF MONROVIA

FR

Les représentants des organisations de producteurs membres du Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), réunis du 11 au 14 septembre 2013, à Monrovia (Liberia), sur notre initiative et en association les représentants de la société civile ouest-africaine et d'ailleurs, des institutions d'intégration régionale, des coopérations bilatérales et multilatérales et des institutions de recherche recommandent :

Aux institutions continentales (UA, NEPAD), de :

- Mettre en place une instance permanente et ouverte aux Organisations paysannes, chargée de suivre et d'évaluer les avancées et contraintes dans la mise en oeuvre des engagements sur la base d'indicateurs négociés ;
- Prendre de nouveaux engagements au plus haut niveau en faveur du développement agricole et de la sécurité alimentaire à l'occasion de l'année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire de l'Union Africaine en 2014.

Aux institutions régionales, de :

- Mettre en place un comité mixte de suivi de la mise en oeuvre des engagements de Maputo et de l'ensemble des engagements régionaux, continentaux et internationaux des Chefs d'Etats concernant l'agriculture ;
- Conduire des Assises sur l'agriculture Ouest-africaine dans, le but d'effectuer un bilan actualisé du secteur, de prendre de nouveaux engagements et de garantir la mobilisation des différentes parties prenantes du secteur rural ;
- Réduire les contradictions entre les politiques sectorielles dans la région, en particulier entre le Tarif Extérieur Commun (TEC), les Programmes nationaux d'investissements (PNIA)

EN

The representatives of the farmers' organizations members Network of Farmers' and Agricultural Producers' Organizations of West Africa (ROPPA), met from 11th to 14th of September 2013, in Monrovia (Liberia), on our initiative and involving West African civil society representatives and also of regional integration institutions, bilateral and multilateral cooperation and research institutions who recommended:

To continental institutions (AU, NEPAD):

- Establish a permanent forum, open to farmers' organizations, to monitor and evaluate the progress and constraints in the implementation of commitments on the basis of traded indicators;
- Take new commitments at the highest level for agricultural development and food security during the year of agriculture and food security of the African Union in 2014

To Regional institutions:

- Establish a joint committee to monitor the implementation of the Maputo commitments and all regional, continental and international commitments of the Heads of States on agriculture ;
- Conduct a Conference on the West African agriculture in order to perform an updated sector balance, make new commitments and ensure the mobilization of various stakeholders in the rural sector;
- Reduce the contradictions between sectoral policies in the region, particularly between the Common External Tariff (CET), National Investment Programs (PNIA) , and policy management of natural resources;

Aux Etats de la région, de :

- Accroître de façon conséquente le volume des dépenses publiques en faveur de l'agriculture conformément aux engagements de Maputo, notamment pour les filières pêche et élevage ;
- Améliorer la qualité et le ciblage des dépenses publiques de manière à ce qu'elles contribuent à l'atteinte de l'objectif proclamé de modernisation des exploitations familiales ;
- Renforcer la concertation et le dialogue avec les organisations paysannes et la société civile dans le cadre de l'élaboration des politiques sectorielles de développement agricole et rural, mais aussi de leur mise en oeuvre et de leur suivi ;
- Renforcer les capacités et les moyens des administrations publiques en charge de l'agriculture pour l'analyse des impacts des politiques agricoles et commerciales.

Aux partenaires au développement, de :

- Respecter leurs engagements en matière d'alignement de l'aide au développement sur les politiques, priorités et programmes définis aux deux niveaux, national et régional ;
- Soutenir les approches participatives et inclusives pour la mise en oeuvre des politiques sectorielles.

Les réseaux d'Organisations paysannes, de :

- S'engager à développer et élargir l'observatoire des exploitations familiales en vue de mettre à disposition des administrations régionales et nationales des informations permettant un meilleur ciblage des interventions publiques en faveur de la majorité des agriculteurs ;
- Réaffirmer leur adhésion aux processus de mise en oeuvre de la PAU et de l'ECOWAP dans l'objectif de modernisation des exploitations familiales ;
- S'engager à renforcer leurs organisations pour assurer un accroissement durable de la production et une adaptation de l'offre locale à la demande ;
- S'engager à poursuivre et renforcer le dialogue sur la mise en oeuvre des engagements de Maputo et à s'impliquer activement dans la mise en oeuvre des politiques sectorielles touchant le secteur agricole.

Nous appelons les autorités libériennes à se faire notre porte-parole auprès des Chefs d'Etat de la CEDEAO et de l'UEMOA lors du prochain sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement et de faciliter la coordination du Comité régional mis en place par la Conférence pour le suivi des recommandations. Ce Comité est composé des institutions régionales, de deux représentants des OP, de deux représentants des Etats membres et de deux représentants des partenaires au développement.

«Les paysannes et les paysans ne peuvent plus attendre car il y a tout pour atteindre les objectifs fixés par l'appel de Maputo !»



«Farmers cannot wait anymore for we have all to meet the targets set by the Declaration of Maputo»

- Assisting States to exercise effective leadership at the national level to mobilize all stakeholders and find ways to use more internal funds and therefore sustainable;
- Ensure farmers stable and remunerative prices through a suitable TEC to limit price fluctuations ;
- Get for ECOWAS the membership of the WTO to negotiate measures that would promote better protection of the regional market including the customs tariffs at a higher level.

To the Governments:

- To significantly increase the volume of public spending on agriculture under the Maputo commitments, especially for fisheries and livestock sectors;
- Improve the quality and targeting of public spending so that they contribute to the achievement of the stated goal of modernization of family farming;
- Strengthen cooperation and dialogue with farmers' organizations and civil society in the development of sectoral policies for agricultural and rural development, but also their implementation and monitoring;
- Strengthen the capacity and resources of government in charge of agriculture for the analysis of impacts of agricultural and trade policies.

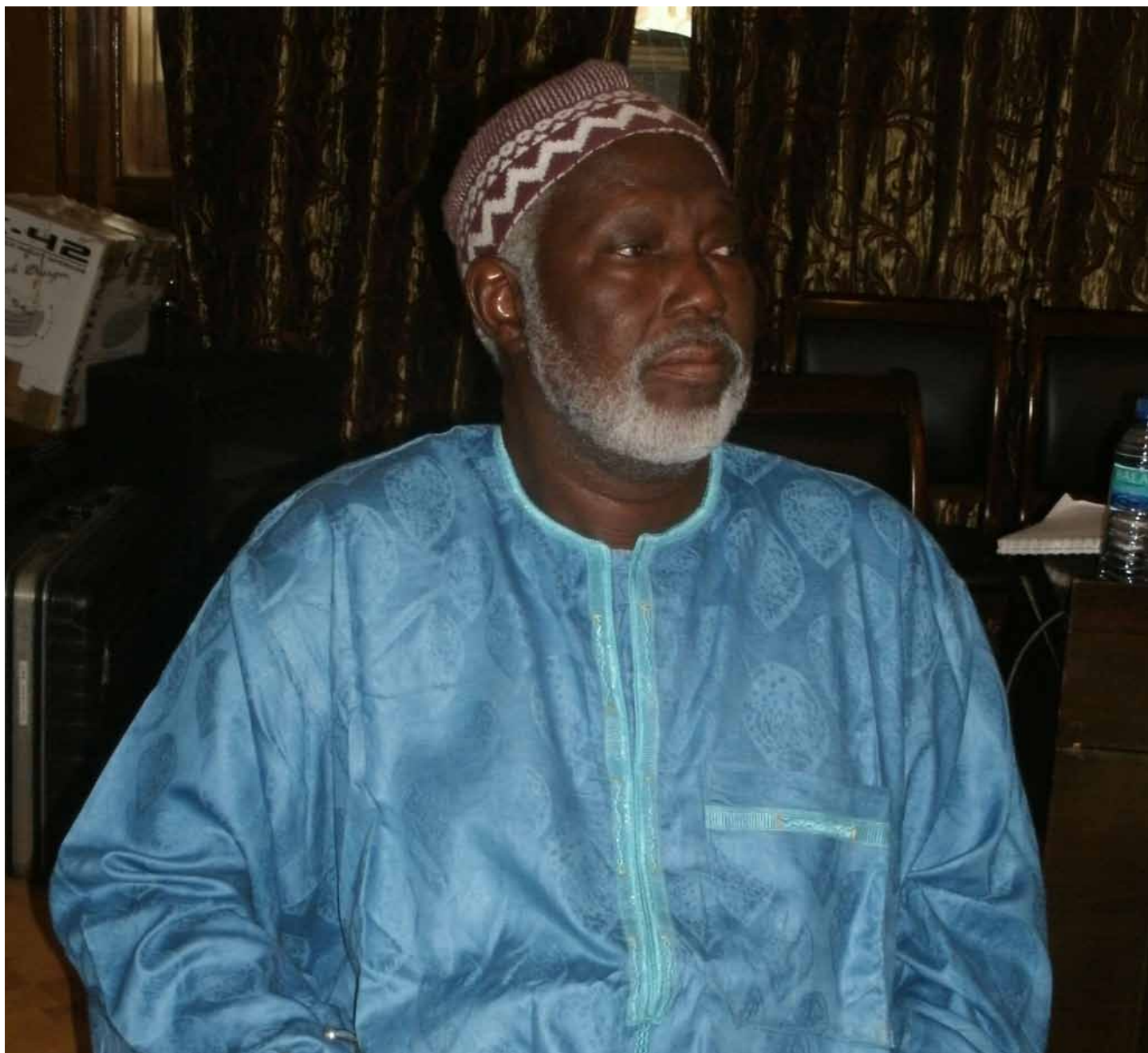
To Development partners:

- Respect their commitments on alignment of development assistance policies, programmes and priorities defined at two levels, national and regional levels;
- Support participatory and inclusive approaches to the implementation of sectoral policies.

To Farmers' organizations networks:

- Commit to develop and expand the observatory of family farming in order to provide regional and national governments information for better targeting of public intervention on behalf of the majority of farmers;
- Reaffirm their commitment to the process of implementation of the PAU and ECOWAP for modernization of family farming;
- Commit to strengthen their organizations in order to ensure sustainable growth of production and adaptation of local supply and demand;
- Commit to continue and strengthen dialogue on the implementation of the Maputo commitments and actively involved in the implementation of sectoral policies affecting the agricultural sector.

We call on the Liberian Government to be our spokesperson to the Heads of State of ECOWAS and WAEMU at the next summit of Heads of State and Government and facilitate the coordination of the Regional Committee set up by the Conference in order to follow up the recommendations. This Committee is composed of regional institutions, two representatives of the FOs, two representatives of the Member States and two representatives of development partners.



EVOLUTION DES ORGANISATIONS PAYSANNE EN AFRIQUE

FR

Président d'honneur du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest, CHEIKH MOUHAMADY CISSOKHO milite dans le mouvement paysan depuis une trentaine d'années. Sur tous les fronts en Afrique et dans les rencontres internationales pour revaloriser le métier de paysan, Cissokho livre dans cet interview son appréciation sur les luttes paysannes, les succès, les leçons de l'expérience, les défis et les opportunités notamment la tendance à l'interprofession. Lisez-plutôt.

Propos recueillis par Gaoussou NABALOU

En 1974, vous abandonnez votre carrière de jeune instituteur pour devenir paysan. Qu'est ce qui a motivé à faire ce choix ?

J'ai constaté qu'il y avait une rupture chez les enfants de paysan, dont je faisais partie. Leur vision consistait à dire, il faut faire table rase de notre histoire parce que nous sommes des «Sous-culture». Ça, c'est plus du côté des intellectuels, des fonctionnaires. Du côté des ruraux, ils disaient : si nos enfants vont à l'école, nous allons les perdre.

Les filles après l'école, ne savent plus rien faire à la maison. Les garçons, quand ils partent à l'école, même s'ils n'ont pas de diplôme et qu'ils ont du travail, ils ne reviennent plus. Donc, il y avait deux mondes : un monde de fils de paysan qui avait presque conclu que son origine ne pouvait rien lui donner et qu'il devait complètement se transformer et l'autre partie qui résistait en disant qu'il ne fallait surtout pas que les enfants aillent à l'école car ceux qui y allaient, étaient perdus.

C'est une école qui n'a rien de chez nous, on n'enseigne rien de ce que nous sommes, de ce que nous avons, etc. A un certain moment je me suis dit, ce n'est pas possible qu'on se retrouve dans cette situation chaotique. J'ai décidé de reprendre la vie normale, aller dans les champs pour constater et aller au-delà de la théorie. Je vais voir concrètement si les paysans ont raison de dire qu'il ne faut surtout pas aller à l'école et si les autres aussi ont raison de dire « on ne peut rien faire ».

Quelles analyses faites-vous des luttes paysannes en Afrique ?

Dans le temps, lorsque tu demandais à un jeune paysan ce qu'il faisait, il te répondait : « rien ». C'est-à-dire que ce qu'il faisait n'était pas reconnu par la société et lui-même il avait fini par dire «je n'ai pas d'emploi ». Nous sommes arrivés à comprendre que les gens avaient honte de dire qu'ils étaient cultivateurs, car c'est comme cela qu'on les appelait. Nous nous sommes alors dits qu'il faut qu'on comprenne comment cette frustration, ce mépris est arrivé et ce que ça a donné. C'est ainsi que dans un sursaut d'orgueil, on s'est mis à la réflexion. On est alors rentré dans une phase de revalorisation de notre métier et de nos modes de vie. C'est dans cet élan d'approfondissement qu'on s'est rendu compte qu'il était difficile de séparer les activités agro-sylvo-pastorales, halieutiques et forestières de la vie globale.

C'était une partie intégrante qui est différente de l'ouvrier, mécaniquement dans un travail qui n'a aucune relation avec sa vie. Alors que le lien entre les valeurs culturelles, le savoir technique et technologique est important à prendre en considération. Par exemple en milieu rural, il y a des jours où on ne sème pas, où on ne peut pas faire ceci ou cela. Cela pour simplement dire que cultiver n'est pas seulement gratter le sol, mais l'agriculture est aussi un mode de vie. C'est la domestication des semences végétales et des animaux qui a permis de créer des systèmes de production.

Quand vous faites le tour de l'Afrique, il y a plusieurs systèmes et plusieurs types d'outils. C'est également la diversification de ces produits qui a été à la base de valeurs culinaires diversifiées. On a donc fait le tour du mode de vie et de la place des activités économiques.

Oui des activités économiques car nos activités sont avant tout des activités économiques. C'est là qu'on a conclu que l'agriculture est d'abord familiale. Cette agriculture familiale est une entreprise socio-économique, culturelle, multifonctionnelle et diversifiée.

Je pense que ce temps de réflexion et d'échanges a été un levain.

Certains ont dit : « nous ne sommes rien » ! On a également jeté un coup d'oeil sur tous ces savoirs très riches et variés aussi bien dans l'agriculture, l'élevage et même chez les pêcheurs qui, avec des embarcations souvent très austères, défient les océans. Les éleveurs ont défié les natures les plus sauvages, les agriculteurs ont défié les grandes forêts pour pouvoir faire de l'exploitation avant que nous ne sachions qu'il y avait une « race blanche » dans le monde. Nous avons dit aux gens que tout cela ne saurait relever du hasard et ne saurait être réduit au néant. Si nous-mêmes, nous n'en faisons pas une fierté, nous ne servons à rien.

Notre mouvement n'avait pas pour simple objectif de produire plus ou de transformer plus et vendre plus. Notre ambition consistait d'abord à faire retrouver une fierté perdue car un homme qui

n'est pas fier est un homme démotivé. Il fallait donc cette motivation, une fierté retrouvée et une revalorisation de tout cela en vue d'être dans de meilleures conditions.

En tant qu'agriculteurs, quels sont les défis qui se posent à vous aujourd'hui ?

Le défi qui se pose, c'est que les producteurs agro-sylvo-pastoraux, halieutiques comme forestiers ont besoin de nourrir leurs hommes et leurs femmes. Or, comme vous le savez, beaucoup de femmes sont impliquées dans ces activités de production. Elles sont également dans la transformation et la commercialisation

alors qu'il y a un problème de revenus. Il faut que les gens vivent de leurs revenus. Pour que je me porte bien, il faut que le prix de vente soit supérieur au prix de revient. Et ça, c'est un premier problème. Le deuxième problème, pour que les gens achètent et mangent nos produits, il faut réunir deux conditions. D'abord une bonne transformation, parce que les gens n'ont plus le temps pour mettre trois heures à transformer le mil. Aussi, il faut que l'activité de transformation marche. Mais il faut également et surtout que les gens des villes et des campagnes puissent avoir des revenus pour les acheter.

La transformation traine le pied, coûte chère et engloutit une bonne partie de l'argent dans la chaîne de valeurs. Cela se répercute sur le prix de vente du produit transformé. Ce qui rend cher le produit au niveau des consommateurs. Alors que 90% de ces consommateurs ne sont pas riches. Ce sont des gens qui n'ont pas beaucoup de revenus. Le dilemme, c'est avoir des revenus normaux pour que le paysan soit motivé et continue de produire et avoir des produits transformés de qualité à des prix abordables pour les consommateurs. L'autre élément fondamental, c'est par rapport aux ressources naturelles.

Par exemple nous, nous sommes dans cette région depuis 1973 et il y a de nos jours ce qu'on appelle les changements climatiques. On a fait beaucoup pour anticiper et pour trouver une solution. Il y a donc ce problème à prendre en charge.

Comment augmenter la productivité agro-silvo-pastorale dans ce contexte accentué de dérèglementation climatique ?

Là, c'est un défi pour les exploitations familiales, les communautés et les Etats. Le troisième défi, c'est la vieillesse de la main d'oeuvre rurale parce qu'étant donné que les activités ne rapportent pas trop à ceux qui les mènent, les jeunes abandonnent le secteur. Avec le développement de l'école, les gens sont scolarisés et ne reviennent plus à l'agriculture faute par manque de motivation. On me dira également qu'ils sont dans les villes, ne travaillent pas, mais ne reviennent pas non plus au village. Le troisième niveau, c'est l'insertion des jeunes dans des activités qui leur permettent d'être à l'aise comme leurs camarades qui travaillent en ville.

Aujourd'hui il reste difficile de demander à un jeune qui ne peut gagner entre 80 000 et 100 000 francs par mois de rester dans le village parce que là-bas du fait simple fait de la pression de la grande

famille. Un jeune qui reste au village a ses oncles, ses tantes, alors qu'en ville tu n'as pas tout ça. De temps en temps, ils envoient de l'argent et c'est tout. En tous les cas, il a les moyens de se dérober. Alors qu'en milieu rural, tu ne peux pas. Un autre aspect important, c'est la citoyenneté rurale parce qu'il faut reconnaître qu'il n'y a pas de développement rural sans financements publics. On constate que la majorité des fonds publics vont vers les villes et les petites villes. La citoyenneté rurale doit permettre aux ruraux de défendre leur place dans l'équité économique parce qu'on mène des activités qui rapportent. Dans certains pays la contribution au PIB, c'est 45%. Dans d'autres, 30%, la moyenne c'est 20%.

Quand les gens rapportent 20% du PIB, c'est là qu'il faut investir pour que ça rapporte 30 à 40%. Pour moi, c'est là la grande question des activités, pas seulement de l'agriculture. Par exemple le pastoralisme qui fait partie de notre culture est menacé par la dérèglementation climatique et il y a des compétitions sur les ressources entre les éleveurs et les agriculteurs.

Les pêcheurs eux, sont menacés par les accords de pêche qui font que les bateaux ramassent tous les poissons. Voilà un ensemble de questions qui ont été discutées, clarifiées et mises en politiques agricoles mais qui tardent à être traduites dans les faits.

Aujourd'hui, on constate une tendance à l'organisation en interprofession, Est-ce que cela ne constitue pas une menace à la santé financière des organisations paysannes ?

Oui. Si les responsables du ROPPA n'anticipent pas, ça peut être un danger. Anticiper veut dire quoi ? Le mouvement paysan que nous avons voulu construire est un mouvement bâti sur deux principes : la solidarité dans l'autonomie. Mais ce n'est pas le parti communisme, du centralisme démocratique où tout se décide au bureau politique, non ! Le ROPPA a bien compris et actuellement, il y a la plateforme riz du ROPPA qui est en train de mettre en oeuvre un certain nombre de programmes. Il y aura également des plateformes pêches etc. car ce sont des activités et elles ont des réalités qu'il faut prendre en compte. Mais comme je l'ai dit, il ne faut pas tomber dans le revers. C'est-à-dire faire en sorte que la vie sociale et culturelle ne soit pas seulement les activités économiques mais qu'il faut toujours réfléchir sur quels besoins pour quels objectifs.

C'est pourquoi, nous allons nous retrouver au niveau ROPPA en plateforme pour faire la pression politique, ce qu'on appelle le plaidoyer pour que les conditions de développement de nos activités puissent être politiquement prises en compte et mises en oeuvre. Ce sont des organisations comme la CPF et le ROPPA qui doivent agir.

Maintenant, c'est aux acteurs qui sont dans les filières de nous fournir les informations, les synthèses des diagnostics de leurs activités pour qu'on puisse préparer le plaidoyer. Et en sachant que se sont les mêmes leaders, le président par exemple des éleveurs est membre du conseil d'administration de la CPF qui permet d'éviter que les éleveurs ignorent les agriculteurs que les agriculteurs ignorent les maraîchers, que les

marais ignorent les apiculteurs. Donc, la CPF c'est la grande famille pour que chaque filière comprenne et respecte l'autre et que nous sachions que c'est tout ce que nous faisons ensemble qui permet de nourrir notre peuple.

Même chose au niveau régional où on se bat pour un marché régional commun qui permettra aux paysans du Burkina (agriculteurs, éleveurs maraîchers etc.) de vendre au Nigéria, au Libéria etc. et vice versa. Il s'agit de mettre en place un grand marché et

donner des possibilités de développement des filières. Mais tout cela, à travers les plateformes régionales de filières pour éviter l'égoïsme nationaliste qui est incompatible avec le marché régional. Si tu dis que nous nous sommes des burkinabè, les autres diront qu'ils ne sont pas burkinabè et là, on est bloqué. Donc, il faut savoir compatir au problème des nigériens en tant que burkinabè.

En se mettant ensemble on pourra conjuguer nos expériences, trouver des solutions et bâtir ensemble des stratégies qui seront bénéfiques pour tout le monde. Mais en l'ignorant nous courons vers une catastrophe certaine. C'est ce que le ROPPA a compris et a pris en charge cette question dans son plan quinquennal et stratégique 2010-2015 qui commence à se mettre en place. Nous avons beaucoup d'activités qui permettent le renforcement de compétences. Par exemple, nous sommes entrain de créer un cadre de recherche avec une institution régionale qui est le CORAF, les institutions nationales et les Etats. Nous sommes en train d'évoluer vers une université paysanne pour la formation des formateurs pour qu'on ait

tous un cursus commun de compréhension et un cadre d'échanges etc.

Par ailleurs, nous sommes en train de travailler sur des mécanismes de communication. Tout cela, c'est pour accompagner à travers la pluridisciplinarité et la prise en compte des problèmes spécifiques tout en gardant le cap d'une vision partagée pour que cette agriculture familiale se porte mieux et durablement.

Si on vous comprend bien, ces interprofessions constituent plutôt une opportunité qu'il faudrait saisir ?

C'est exactement cela. Les interprofessions sont une opportunité qu'il nous faut saisir. C'est notre réalité de vie. J'ai toujours parlé d'activités sylvo-agropastorales, halieutiques et forestières. C'est ça que nous, nous avons. Il ne faudrait pas que d'autres viennent pour essayer de nous donner une autre lecture. Nous sommes assez grands, nous vivons ces choses là et nous devons les maîtriser comme nous avons fait pour mettre en place ces organisations paysannes. C'est pourquoi nous avons pris le devant avec la convention du ROPPA pour mettre le paquet au niveau régional sur les plateformes.

Au regard de tous les défis qui se posent, que préconisez-vous pour continuer à bien défendre les intérêts des paysans ?

C'est de continuer sur ce que je viens de dire. Que les gens voient et comprennent que le mouvement leur appartient, qu'ils se sentent concernés par le mouvement, que leurs programmes, leurs problèmes soient bien fixés et c'est ce qu'on est en

train de faire. Il faut qu'il y ait ce système de vase communicant à travers des échanges, des analyses, les perceptions des personnes physiques, hommes et femmes dans l'agriculture familiale pour que tous les acquis soient visibles. Il faut parvenir à la réduction du taux d'intérêt sur les crédits agricoles, l'accessibilité aux intrants à des prix abordables, l'organisation de marchés agricoles transparents, des infrastructures adaptées dans les marchés locaux avec des magasins, etc. Et des réglementations pour faciliter la circulation des produits.

Ce sont ces choses là quantifiables et mesurables au sein des familles qui permettent aux gens de se dire qu'on a eu tort ou qu'on a tardé à se mettre en jambe. Donc, ce n'est pas une question de philosophie ou de théorie.

C'est que le problème soit bien analysé, bien structuré et qu'au bout d'un moment les gens voient que ça été pris en charge.

Dans votre livre, vous dites, « Dieu n'est pas paysan » est-ce un constat amer ?

Dans l'adage, on dit que Dieu n'est pas un être humain. Tout le monde est d'accord pour ça. Pour moi l'être humain, c'est le paysan. C'est tout ce que j'ai voulu dire. C'est-à-dire que Dieu, c'est Dieu, moi je suis paysan. Il ne faut pas laisser sa vie sur ce discours de Dieu. Il est là, il fait des choses, il participe, mais il n'est pas paysan. Seul le paysan est paysan. Cela veut dire que c'est la responsabilité qui me revient de m'occuper de ma vie dans ma société avec les autres ; c'est ça que j'ai voulu dire par « Dieu n'est pas paysan ».



EVOLUTION OF PEASANT ORGANIZATIONS IN AFRICA

EN

Honourary Chairman of the Network of Farmers' and Agricultural Producers' Organizations of West Africa (ROPPA), CHEIKH MOUHAMADY CISSOKHO has been campaigning in the farmers' movement for thirty years. On all fronts in Africa and in international meetings to upgrade the farming trade, Cissokho gives in this interview his assessment of the peasant struggles, successes, lessons learned, challenges and opportunities including the tendency to joint-trade organization. Read more.

In 1974, you give up your career as a young teacher to become a farmer. What motivated you to make this choice?

I found that there was a rupture for farmers' children, including myself. Their vision was to say, a clean sweep must be made of our history because we are a «Sub-culture». That is the point of view of intellectuals and officials. As for rural areas, they said if our children go to school, we will lose. Girls after school do not know anything at home. Boys, when they go to school, even if they do not have a degree and have a job, they do not come back. So there were two worlds: a world of farmer's son who had almost concluded that its origin could not give him anything and that he had to be completely transformed and the other party who resisting by saying it was unwise that children go to school because those who attended were lost. This is a school that has nothing from us, that does not teach anything that we are, what we have, etc... At a point I said, it is not possible that we find ourselves in this chaotic situation.

I decided to resume a normal life, go to the farms in order to see and go beyond theory. I'll actually see if the farmers are right to say that it is important not to go to school and if others also have reason to say «we can do nothing».

What do you think about farmers' struggles in Africa?

Then, when you asked a young farmer what he was doing, he answered you: «nothing». That is to say that what he was doing was not recognized by the society and himself and he finally said «I have no job ». We have come to understand that people were ashamed to say they were farmers, because this is how they were called.

We then said that we have to understand how this frustration, this contempt happened and what it causes. Therefore, in a burst of pride, we started to reflect. We then entered a phase of upgrading our business and our lifestyles. It is in this spirit of deepening that we have noticed that it was difficult to separate the agricultural, forestry and livestock, fisheries and forestry activities in the overall life. It was a part that is different from the worker, mechanically in a job that has nothing to do with his life. While the link between cultural values, technical and technological knowledge is important to take into consideration. For example, in rural areas, there are days when you do not sow, when you cannot do anything. This simply means that farming is not only scratch the soil , but agriculture is also a lifestyle. This is the domestication of plant seeds and animals that created production systems. When you go around

Africa, there are several systems and several types of tools.

It is also the diversification of these products that has been the basis of diverse culinary values. So we went around the lifestyle and the place of economic activities. Economic activities because our activities are primarily economic activities. That's where we concluded that agriculture is first family farming.

This family farming is a multicultural and diverse socio-economic enterprise. I think this time of reflection and exchange was a starting point. Some said, « we are nothing!». We also took a look at all these rich and varied knowledge in agriculture, livestock and even among fishermen with often austere boats, challenging oceans.

Farmers defied the wildest nature, farmers have challenged the great forests in order to exploit before we know that there was a «white race » in the world. We told people that this would be a matter of chance and cannot be reduced to nothingness. If ourselves, we are not proud, we are useless. Our movement does not have the simple goal of producing more or transform more and sell more.

Our aim was first to regain the lost pride as a man who is not proud is an unmotivated man. So we needed this motivation, a pride and a retrieved



appreciation in order to be in better conditions.

As farmers, what are the challenges you are facing you today?

The challenge is that the agro-forestry- pastoral farmers, foresters as fishers need to feed their men and women. Now, as you know, many women are involved in the production activities. They are also in the processing and marketing so that there is a revenue problem. It is necessary that people live on their income. For me to be well, the selling price should be higher than the production price. And this is the first problem.

The second problem is this: for the people to buy and eat our products they must meet two conditions. First, a good transformation, because

people no longer have time to put three hours to transform the millet. Also the processing activity must be functioning.

But and above all, people of the cities and the countryside must have income to buy them. The transformation is lagging behind, is expensive and takes a lot of money in the value chain. This affects the sale price of the processed product. This makes the product expensive at the consumer level whilst 90% of consumers are not rich. These are people who do not have much income. The dilemma is to have regular income for the farmer to be motivated and continues to produce and process quality products at affordable prices for consumers. The other key element is compared to natural resources. For example, we are in this area since 1973 and there is nowadays what is called climate change. Much has been done to anticipate and to find a solution. So there is this problem to solve.

How to increase the agricultural, forest and pastoral productivity in the context of increased global deregulation?

There is a challenge for family farming, communities and States. The third challenge is the aging of the rural labour because the activities are not very profitable; and lead the young people to leave the area. With the development of schooling, people are educated and do not return to agriculture because of a lack of motivation. People will also say that they are in the cities , do not work, but do not return to the village. The third level is the integration of young people in activities that enable them to be comfortable as their peers who work in the city. Today it is difficult to ask a young man who can earn between 80,000 and 100,000 francs per month to stay in the village simply because of the pressure of the big family.

A young person who stays in the village has

uncles, aunts, while in town you do not have all this. From time to time they send money.

In any case, he has the means to escape. While in rural areas, you cannot. Another important aspect is the rural citizenship because it must recognize that there is no rural development without public funding. It was found that the majority of public funds go to the cities and small towns. Rural citizenship should enable rural people to defend their place in economic fairness because it conducts economic activities. In some countries, the contribution to GDP is

45%. In others, 30 %, the average is 20%. When people contribute up to 20% of GDP, their sector is worthy to receive 30 to 40% of the investment. For me, this is the great question of activities, not just for agriculture. For example, the pastoralism which is part of our culture is threatened by climate deregulation and there is competition over resources between pastoralists and farmers. Fishers themselves are threatened by fishing agreements that make boats to collect all the fishes. This is a set of questions that have been discussed, clarified and transformed into agricultural policies but are yet to be translated into action.

Today, there is a tendency to joint-trade organization; is it not a threat to the financial health of farmers' organizations?

Yes. If ROPPA leaders do not anticipate, it can be a danger. What does anticipate mean? The farmers' movement that we wanted to build is a movement built on two principles: solidarity and autonomy. But this is not communism party, democratic centralism where everything is decided in the Politburo, no! ROPPA understood and currently there is ROPPA rice Platform which is currently being implemented in a number of programmes. There will also be fisheries platforms etc...because they are businesses and have the realities that must be considered. But as I said, we must not experience setback.

That is to say, to ensure that the social and cultural life is not only economic activities but must always think about what are needs and their objectives. That is why we will meet at ROPPA level platform for political pressure, called advocacy for the political improvement of our development conditions. Organizations such as CPF and ROPPA must be active.

Now, it is the stakeholders who are in the pipeline to provide us with information, summaries of diagnoses of their activities so that we can prepare advocacy. And knowing that these are the same leaders, the Chairman , for example of stockbreeders is a member of the CPF Board of Directors which prevents farmers to recognize the existence of farmers, that farmers recognize gardeners and gardeners recognize beekeepers. So, the CPF is the big family so that each sector understands and respect each other and we know that it is what we do together that can feed our people.

It is the same thing at the regional level where you fight for a common regional market that will enable farmers in Burkina Faso (farmers, ranchers gardeners etc...) to sell in Nigeria , Liberia etc... and vice versa . This is to establish a large market

and provide opportunities for development of the sector. But all this, through regional platforms channels to avoid nationalistic selfishness that is inconsistent with the regional market. If you say we Burkinabe, others will say they are not Burkinabe and here we are stuck.

So, we must be aware of the problem of Niger farmers who sympathize with those of Burkina Faso. By getting together we can combine our experiences, find solutions and build all of the strategies that will benefit everyone.

But ignoring it will bring us to catastrophe. This is what ROPPA understood and supported in its five-year strategic plan 2010-2015 under implementation. We have many activities that build capacities.

For example, we are currently creating a research framework with a regional institution that is CORAF, national institutions and governments. We are moving towards a rural university for the training of trainers for all that, we have a common curriculum framework for understanding and exchanges etc...In addition, we are working on communication mechanisms. All this is to support through a multidisciplinary approach and considering the specific problems while keeping the course of a shared vision for family farming to be better and sustainable.

If we understand, these joint-trade organizations are an opportunity that should be seized?

It is exactly that. The joint-trade organizations are an opportunity that we must seize. This is our reality of life. I always talked about agro-forestry activities, fisheries and forestry. This is what we have. It should not be for others to come and try to give us another reading. We are large enough; we live these things and we need to control as we have done to implement these farmers' organizations.

This is why we have taken the lead with the ROPPA Convention to put the package at the regional level platforms.

Considering all the challenges, do you recommend to continue to defend the farmers' interests?

It is to continue on what I have just said. That people see and understand that the movement belongs to them, they feel involved in the movement, their programmes, their problems are secure and that is what we are doing. There must have this system of communicating vessels through exchanges, analyzes, perceptions of individuals, men and women in family farming for all the achievements to be visible. We must achieve the reduction of the interest rates on agricultural loans, access to inputs at affordable prices, the organization of transparent agricultural markets, appropriate infrastructure in local markets with shops, etc...And regulations to facilitate the movement of goods. These are the quantifiable and measurable results within families that enable people to say things that were wrong or that have been delayed.

So it is not a matter of philosophy or theory. It is for the problem to be well analyzed, well-structured and that after a while people see has

been done so far

In your book, you say, « God is not a farmer »; is this a bitter fact?

In the saying, we say that God is not a human being. Everyone agrees to that. For me, the human being is the farmer. That's all I meant. That is to say that God is God, I am a farmer. We should not let our life on this speech of God. He is there, he does things, he participates, but he is not a farmer. Only the farmer is a farmer. This means that it is my responsibility to take care of my life in my society with others; that's what I meant by «God is not a farmer ».

«xxxxxxxx»



«xxxxxxxx»





Le Président Djibo BAGNA

L'EXPLOITATION FAMILIALE AU COEUR DE LA RÉFLEXION ET DE L'ACTION SUR LE DÉVELOPPEMENT

FR

Djibo BAGNA est le président du Conseil d'administration du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA). Défenseur des intérêts des paysans africains, il milite pour une meilleure prise en compte de l'exploitation familiale dans les politiques agricoles. Dans cette interview, il se prononce sur le mouvement paysan, rappelle et analyse la genèse du ROPPA, ses succès et difficultés, mais aussi les perspectives pour une agriculture responsable en Afrique.

Propos recueillis par Gaoussou NABALOU

Le ROPPA se positionne comme une organisation de référence dans l'influence des politiques. Comment en êtes-vous arrivé là ?

Le ROPPA est le résultat d'un long processus. Dans la plupart des pays, il y avait des dynamiques associatives : au Sénégal, au Burkina avec les « naam », au Mali, au Niger. L'événement le plus important qui a donné naissance à ce regroupement au niveau régional, c'est la rencontre tenue au Cap-Vert où les chefs d'Etat du CILSS (Comité Inter-Etat de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel) avaient demandé pour la première fois que des leaders paysans participent à la réunion. Avant d'y aller, ces leaders se sont retrouvés d'abord en conclave pour discuter, s'accorder sur l'essentiel et accorder les violons.

Le diagnostic a ressorti que les problèmes étaient presque les mêmes à des degrés différents. Les leaders paysans ont donc fait une situation qu'ils ont présentée aux chefs d'Etat qui ont trouvé pertinent que des producteurs se mettent ensemble, sans que personne ne leur donne un coup de pouce, qu'ils s'accordent, qu'ils aient un porte-parole au lieu que chacun vienne exposer ses problèmes. C'est à partir de là que les paysans ont eu l'initiative de se mettre ensemble sur un certain nombre de questions clefs qui dépassent le niveau national. En juillet 2000, il y a eu beaucoup de concertations et les paysans de l'Afrique de l'Ouest avec 10 pays (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Niger, Togo, Guinée Conakry, le Sénégal) ont créé le ROPPA à Cotonou.

Nous nous sommes accordés sur le fait que c'est une organisation de producteurs, qui s'appuie sur des plateformes. Cela veut dire que dans un pays, c'est une seule organisation qui adhère au ROPPA, pas deux. Le ROPPA, c'est une organisation basée sur la solidarité et notre vision, c'est de défendre les intérêts des petits paysans basés sur l'exploitation familiale.

Quelles sont les ambitions que vous nourrissez ?

On a comme ambition de couvrir l'ensemble de l'espace de la CEDEAO. Nous avons fait des tournées dans le pays pour sensibiliser les autorités pour qu'elles comprennent que nous ne sommes pas là pour combattre les politiciens, mais pour apporter nos contributions.

Nous ne sommes pas là pour les remplacer,

mais pour défendre notre cause. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan quinquennal avec des orientations stratégiques pour atteindre les objectifs, cadrer les activités et éviter de fonctionner de façon ponctuelle. Nous l'avons validé et partagé avec l'Assemblée Générale, les partenaires au développement.

On s'est battu pour intégrer notre point de vue dans la politique agricole de l'UEMOA. Pour ce qui concerne la politique agricole commune de la CEDEAO, nous avons fait appel à des consultants pour nous appuyer dans la construction d'un argumentaire à soumettre.

Nous avons travaillé à ce qu'il y ait un fond pour le financement de l'agriculture. Il y a eu véritablement des avancées et nous avons été choisis comme signataire de pacte pour le compte des organisations de la société civile.

On constate qu'il y a des plateformes assez fortes au Niger, au Burkina et au Sénégal. Au regard de toutes les actions qui sont posées, est-ce qu'on peut dire maintenant qu'on a un mouvement paysan fort en Afrique ?

Comparativement aux autres réseaux de l'Afrique toute entière, nous pouvons dire aujourd'hui que le ROPPA se repose sur des organisations sur lesquels on peut compter. C'est clair qu'il y a encore des choses à faire, mais tout compte fait, nous sommes très confiants car nous sommes entrés dans une logique de formation pour renforcer les capacités individuelles, les capacités des plateformes et des faitières et c'est cela qui va nous permettre véritablement de mieux capitaliser nos expériences.

A l'initiative du ROPPA, nous avons pu créer la Panafrican Farmers Organization (PAFO). Aujourd'hui, nous sommes partenaires des grandes institutions, notamment la FAO, le FIDA, l'UE, l'AFD. Ce sont des partenaires qui peuvent attester que le ROPPA est une organisation de producteurs avec une vision très claire. Aujourd'hui, dans le cadre du financement de GAFSP, c'est le ROPPA qui représente tout le mouvement, toute la société civile africaine au niveau de ce fonds dont le siège est à Washington et nous participons à des comités de pilotages. On se bat pour que le point de vue du petit paysan soit pris en compte.

Le ROPPA met l'accent sur le lobbying et le

plaidoyer. D'aucuns pensent que c'est une sorte de contre-pouvoir que vous essayez d'exercer. Est-ce qu'on peut assimiler ce que vous faites à une sorte de révolution paysanne ?

Se mettre ensemble rend plus fort, c'est cela notre point de vue.

Se rassembler permet d'avoir un certain pouvoir, mais nous chercherons à influencer les décideurs. Ils doivent tenir compte de notre présence, pas parce que nous sommes de simples paysans, mais parce que nous constituons une composante importante qui représente 85% de la population.

Notre combat, c'est de démontrer que notre vision est la meilleure et qu'elle a de l'avenir. Nous essayons à chaque instant d'interpeler parce que c'est de notre ressort et pour éviter qu'on marginalise le secteur agricole. De plus en plus, les gens se rendent compte que ce que nous sommes en train de dire a du sens et cela commence à donner des résultats. Ne pas financer le secteur agricole, c'est augmenter la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Nous ne cessons d'interpeler les gouvernements sur ce point.



Vous nous disiez tantôt, on a un discours qui a du sens et qui produit des résultats. Si on vous demandait de faire le bilan, quelles sont les grandes batailles que vous avez gagnées ?

Nous sommes d'abord partis de l'exploitation familiale. Pour nous, en Afrique, la meilleure façon d'aborder l'agriculture, c'est de la bâtir sur l'exploitation familiale. Notre situation foncière l'exige, notre situation sociale l'exige également. Aujourd'hui, avec les famines que nous vivons, la dégradation des sols que nous connaissons, si on essaie de morceler ce que nous avons, ça va être extrêmement difficile. On traduit l'exploitation familiale comme une manière de gérer les ressources naturelles disponibles en faisant en sorte que chacun puisse y jouer un rôle. Il n'est pas toujours dit que l'ensemble des membres de la famille doit être uniquement des agriculteurs. Dedans, on peut faire en sorte que d'autres soient des transformateurs, des revendeurs ou d'autres acteurs de la chaîne de production. Ça, c'est quelque chose que nous avons mis en avant, nous avons amené les gens à accepter que ça a du sens. Deuxième choses, aucun pays ou continent n'a développé son agriculture sans un minimum de protection de son marché. A travers les accords de partenariats, nous nous sommes

pour parler de la profession, les gens les mieux placés, ce sont les producteurs eux-mêmes.

battus pour que nous puissions aussi relever le niveau du tarif extérieur commun (TEC). On est arrivé à démontrer que les accords de partenariat ne doivent pas être basés uniquement sur le marché, mais concerner plutôt le développement. Les négociations doivent tourner autour du développement. Nous sommes arrivés à pousser notre région à avoir leur document et leur stratégie de négociation. Ça aussi, c'est un combat que nous avons gagné.

L'autre élément, c'est la participation aux rencontres. Avant, dans la plupart des grandes rencontres, ce sont les décideurs politiques qui envoyaient les gens qu'ils voulaient et ce sont les ministères qui représentaient les organisations de producteurs. Vous conviendrez avec moi que pour parler de la profession, les gens les mieux placés, ce sont les producteurs eux-mêmes. Ils peuvent dire leur façon de voir les choses et faire des contributions. De nos jours, toutes les rencontres de la CEDEAO en matière agricole ne se fait pas sans le ROPPA. Dans ce cadre, nous sommes arrivés à démontrer notre capacité à faire avancer les débats.

Un autre élément fondamental, c'est qu'on est arrivé aussi à se mettre ensemble. Ce qui est extrêmement difficile parce que quand tu veux mettre ensemble des gens qui ne parlent pas le même langage, des gens qui ont une activité concurrentielle (arriver par exemple à réunir des éleveurs et des agriculteurs n'est pas chose facile

au regard des conflits d'accès aux ressources naturelles). *Aujourd'hui, à toutes les activités que nous faisons, vous aurez des agriculteurs au sens végétal, des éleveurs, des pêcheurs, toutes les sensibilités qui parlent et regardent dans la même direction, qui défendent les intérêts et qui sont prêts à se sacrifier pour que l'on puisse avancer. Il y a des consensus et cela, c'est grâce à la force du mouvement paysan.*

Pour terminer, si vous aviez un message à adresser aux décideurs, aux partenaires techniques et financiers, ce serait lequel ?

Le temps de décider seul ou le temps de définir la route seul est révolu. Les producteurs aujourd'hui sont organisés au point qu'ils sont capables d'apporter une contribution. Il ne faut pas continuer à considérer que les producteurs africains ont la main tendue, et qu'ils n'attendent que des dons. Nous n'en avons pas besoin. Ce qu'il nous faut, ce sont des politiques qui nous permettent d'être de vrais entrepreneurs capables de nourrir nos familles, de développer nos pays, notre continent et d'apporter une réponse à l'insécurité alimentaire. Je pense qu'il faut être concret, continuer de réflexions en réflexions pour définir une bonne vision. *L'agriculture doit être considérée comme un secteur stratégique et doit être au centre des préoccupations des décideurs politiques.* Elle doit figurer dans le débat mondial. C'est cela mon message.



FAMILY FARMING, THE CENTERPIECE OF REFLECTION AND ACTION ON DEVELOPMENT

EN

Djibo BAGNA is the Chairman of the Board of Directors of the Network of Farmers' and Agricultural Producers' Organizations of West Africa (ROPPA). Advocate for African farmers, it argues for a greater recognition of the family farming in agricultural policies. In this interview, he decides on the farmers' movement, recalls and analyses the ROPPA genesis, its successes and challenges, but also opportunities for responsible agriculture in Africa.

Propos recueillis par Gausou NABALOU

ROPPA is positioned as a benchmark organization in influencing policy. How did you get it done?

ROPPA is the result of a long process. In most countries, there were associative dynamics: Senegal, Burkina with «naam», Mali, Niger. The most important event that gave birth to this regional grouping is the meeting held in Cape Verde, where the Heads of State of the CILSS (Permanent Interstates Committee for the Drought Control in the Sahel) requested for the

first time that farmers' leaders attend the meeting. Before going to this meeting, these leaders first met in conclave to discuss, agree on the essentials. The diagnosis found that the problems were almost the same in varying degrees. Farmers' leaders have therefore a situation they presented to the Heads of State who have found relevant that producers come together; with no one giving them a boost, agree and have a spokesperson instead of everyone coming forth with his problems.

It is from there that the farmers had the initiative

to get together on a number of key issues that go beyond the national level. In

July 2000, there was a lot of consultations and West African Farmers from 10 countries (Benin, Burkina Faso, Ivory Coast, The Gambia, Guinea Bissau, Mali, Niger, Togo, Guinea Conakry, Senegal) created ROPPA in Cotonou.

We agreed on the fact that it is an organization of producers, based on platforms. This means that in a country, it is one organization that adheres to ROPPA, not two. ROPPA is an organization

based on solidarity and *our vision is to defend the interests of small farmers based on the family farming.*

What are your ambitions?

It has the ambition to cover the whole ECOWAS space. We toured the countries to raise the awareness of authorities to understand that we are not here to fight the politicians, but to bring in our contributions. We are not there to replace them, but to defend our cause. That is why we have put in place a five year plan with the strategic orientations to achieve the goals, frame the activities and avoid functioning on an ad hoc basis.

We validated this plan and shared it with the General Assembly and the development partners. We have strived to integrate our perspective in the WAEMU agricultural policy. Regarding the ECOWAS Common Agricultural Policy, we have hired consultants to assist us in building up a business case to be submitted. We have strived to make sure there is a fund for agriculture financing. There really has been progress and we have been chosen as the Compact signatory on behalf of the civil society.

We notice that there are quite strong platforms in Niger, Burkina Faso and Senegal. In view of all the actions that are being implemented, can we say now that we have a strong farmers' movement in Africa?

Compared to other systems in the whole Africa, we can say today that ROPPA is based on organizations on which we can rely. It is clear that there are still things to be done, but after all, we are very confident because we have entered a logical training in order to enhance individual skills, platforms' abilities and umbrella organizations and this will enable us to truly better capitalize experiences.

At the initiative of ROPPA, we have created the Pan African Farmers Organization (PAFO). Today, we are partners with major institutions, such as FAO, IFAD, EU, AFD.

They are partners who can testify that ROPPA is a farmers' organization with a clear vision. Today, in the GAFSP financing, ROPPA is the organization that represents the whole movement, the whole African Civil Society at the level of this fund whose headquartered is in Washington and we participate on the Steering Committees.

We make it possible for the views of the small farmers to be considered.

ROPPA focuses on lobbying and advocacy. Some think it is a kind of countervailing power that you try to exercise. Can we assimilate what you are doing to a sort of farmers' revolution

Being together makes you stronger; that is

You will agree with me that to talk about the profession, the best people are the producers themselves.

our view. Being together enables you to have some power, but we want to influence decision makers. They should reflect our presence, not because we are mere farmers, but because we are a major component accounting for 85 % of the population. Our struggle is to demonstrate that our vision is the best and it has a future. We try to give an alert each moment because it is our responsibility and to avoid the marginalization of the agricultural sector. Increasingly, people are realizing that what we are saying makes sense and it's starting to show results.

Refuse to finance the agricultural sector is increasing poverty and food insecurity. We continuously question governments on this issue.

You stated earlier, that you have a speech that makes sense and produces results. If you were asked to take stock, what are the major battles you've won

We started from the family farming. For us in Africa, the best approach to agriculture is to build it on the family farming. Our land situation requires it and, our social situation also requires it. Today, we are experiencing famine, land degradation as we know, if we try to break up the little we have, it will be extremely difficult. It reflects the family farm as a way to manage natural resources by ensuring that everyone can play a role. It is not compulsory for all family members to be farmers. Yet we can ensure that others are processors, retailers and other actors in the chain of production.

That is something that we put forward, we brought people to accept that it makes sense. Secondly, no country or continent has developed its agriculture without a minimum protection of its market. Through partnership agreements, we fought in order to raise the level of the common external tariff (CET).

We came to demonstrate that partnership agreements should not be based solely on the market, but rather relate to development. Negotiations should revolve around development. We succeeded in making our region to have their documents and their trading

strategy .

That too is a battle that we won.

The other element is the participation in the meetings. Before, in most large gatherings, it is the politicians who sent people they wanted and it is the departments that represented the producer organizations. You will agree with me that to talk about the profession, the best people are the producers themselves. They can tell the way they see things and make contributions. Nowadays, all meetings of ECOWAS on agriculture cannot be held without ROPPA.

In this context, we got to show our ability to advance the debate. Another key element is that also happened getting together.

This is extremely difficult because when you want to bring together people who do not speak the same language, people who have competitive activities (Ex: get together stockbreeders and farmers is not an easy thing to look for conflicts access to natural resources).

Today, in all the activities we do, you will see farmers, stockbreeders, fishermen, all sensitivities talking and looking in the same direction, representing the interests and are willing to sacrifice anything for us to move forward. There are consensus and this is due to the strength of the farmers' movement.

Finally, if you had a message for policy makers, technical and financial partners, what would it be

Time to decide alone or the time to define the roadmap alone is over. Producers today are organized to the point that they are able to contribute. We must not continue to consider that African farmers have outstretched hands, and they expect donations. We do not need it. What we need are policies that enable us to be real entrepreneurs, able to feed our families, to develop our country, our continent and respond to food insecurity.

I think we should be concrete, continue from reflections to reflections to set a good vision. Agriculture must be considered as a strategic sector and should be a central concern of policy makers. It must be in the global debate . That is my message.





ATÉLIER SUR LA CAPITALISATION DES INITIATIVES ÉCONOMIQUES DES ORGANISATIONS PAYSANNES

CAPITALIZATION OF ECONOMIC INITIATIVES OF FARMERS' ORGANIZATIONS ENGAGEMENT PROCESS

FR

Définir des orientations visant à renforcer les capacités des OP, à développer des services économiques en faveur des exploitations familiales et assurer la mise en place d'instruments et mesures de politiques agricoles mettant à profit ces initiatives des OP. Tels sont les raisons de l'atelier d'exploitation de capitalisation des initiatives économiques tenu du 20 au 21 février 2013 à Banjul sous l'égide du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPO).

Il ressort principalement de ces assises que le ROPPO doit accompagner les Plateformes dans le plaidoyer pour l'amélioration du cadre réglementaire légal et l'interpellation pour une mise en cohérence des différentes interventions autour des initiatives économiques. Il doit à cet effet jouer pleinement son rôle de négociateur pour une mise en cohérence des politiques régionales avec celles définies et appliquées dans les différents pays. Pour ce faire, il se doit d'appuyer l'élaboration des stratégies nationales de développement des initiatives et assurer l'animation du dialogue régional autour des initiatives économiques des OP.

Quant aux plateformes nationales, il leur incombe la mission de renforcement

EN

Provide guidelines to strengthen the capacity of FOs in order to develop economic services for family farming and ensure the implementation of measures and instruments of agricultural policy leveraging these FOs initiatives. These are the reasons for operating capitalization of economic initiatives workshop held February 20-21 2013 in Banjul under the aegis of Network of Farmers' and Agricultural Producers' Organizations of West Africa (ROPPO).

The main result of this meeting is that ROPPO must support Platforms in advocating for improving the legal and regulatory framework and appealing for coherence of different interventions around economic initiatives. To this regard, it must fully play its role as a negotiator for a coherence of regional policies with those defined and applied in different countries.

To do this, it should support the development of national strategies for development initiatives and ensure the facilitation of the regional dialogue on FOs economic initiatives.

As for the national platforms, their mission is capacity building, resource

«...la sécurisation de leurs relations partenariales avec les autres acteurs au sein des filières constituent une voie probante pour assurer l'accroissement de l'offre...»

des capacités, de mobilisation des ressources et de l'élaboration de stratégie de développement des initiatives économiques ainsi que l'analyse des besoins pour mieux maîtriser la demande. « Aujourd'hui, plusieurs acteurs intervenant dans le secteur agricole partagent la conviction que le renforcement des initiatives économiques contrôlées par les OP et la sécurisation de leurs relations partenariales avec les autres acteurs au sein des filières constituent une voie probante pour assurer l'accroissement de l'offre de production alimentaire, la réalisation de la souveraineté alimentaire et l'amélioration des revenus agricoles des exploitations agricoles familiales », nous a confié M. Ousséini Ouedraogo, Chargé de programme au ROPPO dès l'entame de l'atelier.

Durant les travaux, les participants ont pu, à travers une séance d'information, échanger sur la capitalisation des initiatives économiques réussies ; ils ont également passé en revue quelques thèmes, notamment la concertation multi acteurs et les interprofessions. Des propositions d'actions ont été également formulées ainsi que des éléments de stratégie pour le développement des initiatives économiques identifiés. Tout ceci pour assurer une pleine participation des réseaux d'OP dans les processus des task force sur l'intensification de la production, l'accès au marché et les filets sociaux pour les populations vulnérables.

Il convient de rappeler que les nouvelles orientations stratégiques du ROPPO visant le renforcement des initiatives économiques des OP s'appuient sur les recommandations de son évaluation externe et la demande des OPF membres des plateformes nationales. En effet, la 4ème Convention ordinaire du ROPPO tenue en 2006 à Saint Louis, au Sénégal, a adopté des orientations stratégiques instruisant le réseau à soutenir le renforcement des services économiques des OP en vue de booster la modernisation et l'intensification des systèmes de production et d'améliorer la valorisation économiques des productions des exploitations familiales. (Gilles Podjoley)

mobilization and strategy development of economic development initiatives and needs analysis to better manage demand.

«Nowadays, many actors in the agricultural sector share the conviction that the economic initiatives enhancement controlled by the OP and securing their partnership relations with other actors in the economic sectors initiatives constitute a compelling way to ensure increased supply of food production, ensuring food sovereignty and improving farm incomes for family farming», told us Mr. Ousséini Ouedraogo, ROPPO Programme Officer from the start of the workshop.

During the workshop, participants were able, through a briefing on capitalization of successful economic initiatives exchange, they also went through a few issues, including the multi-stakeholder dialogue and joint-trade organization.

Proposals for action were also made as well as elements of strategy for the development of identified economic initiatives. All this to ensure full participation of FOs networks in the process of task force on the intensification of production, access to markets and social safety nets for vulnerable populations.

It should be noted that ROPPO new strategic orientations to strengthen economic initiatives of FOs are based on the recommendations of the external evaluation and application of OPF members of national platforms. Indeed, the 4th Convention Ordinary of ROPPO held in 2006 in Saint Louis, Senegal, adopted strategic guidelines instructing the network to support the strengthening of FOs' economic services in order to boost the modernization and intensification of production systems and improve the economic development of family farming production.

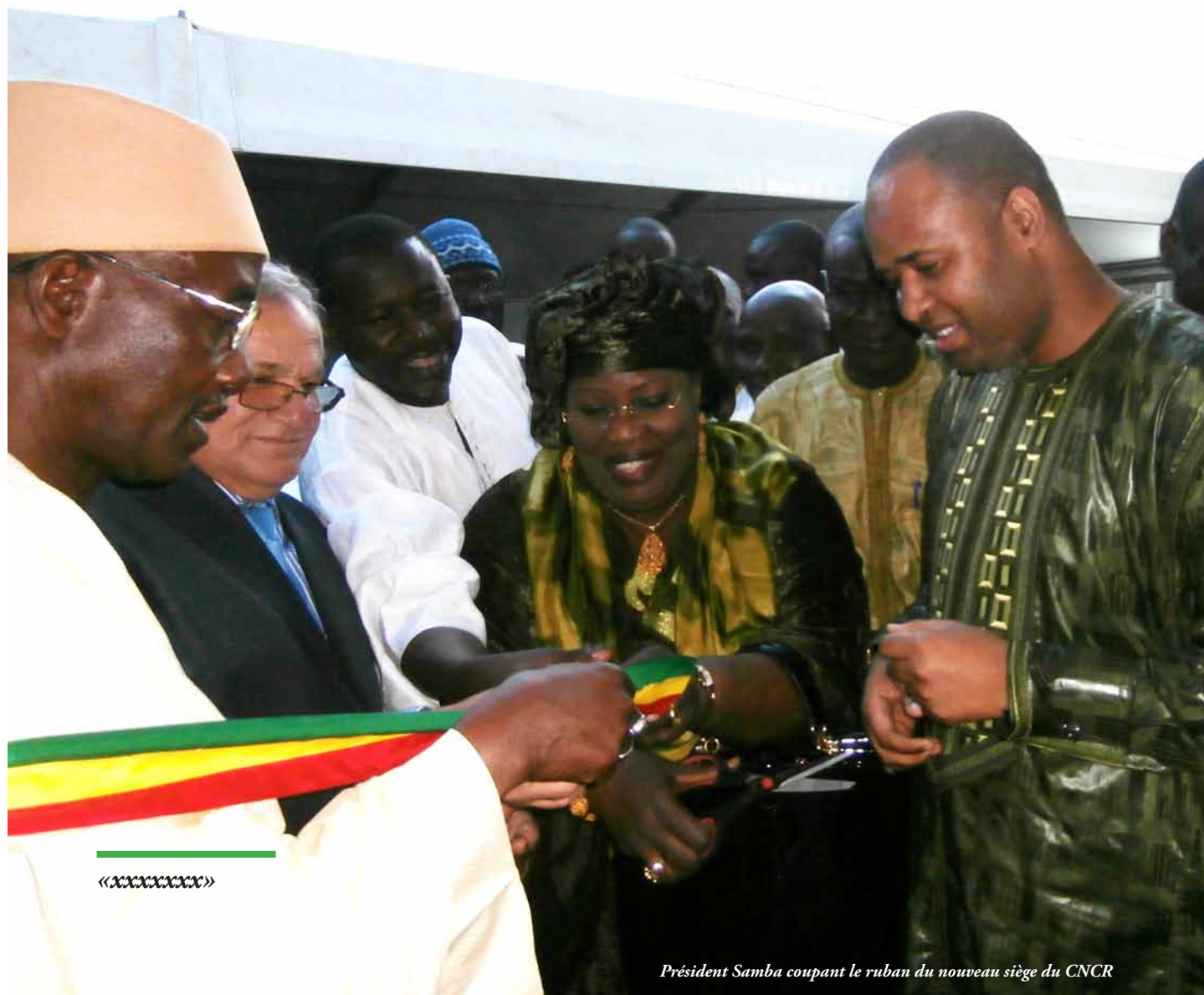
(Gilles Podjoley).

«...securing their partnership relations with other actors in the economic sectors initiatives constitute a compelling way to ensure increased supply... »



20 ans

au service du mouvement paysan



Président Samba coupant le ruban du nouveau siège du CNCR

20 ANS DU CNCR : LE CONSEIL NATIONAL DE CONCERTATION ET DE COOPÉRATION DES RURAUX(CNCR) FÊTE SES VINGT ANS D'EXISTENCE AU SERVICE DU MONDE RURAL.

20 YEARS OF NCRC: THE NATIONAL RURALS' COUNCIL FOR CONSULTATION AND COOPERATION (NCRC) CELEBRATES ITS TWENTIETH ANNIVERSARY IN SERVING THE RURAL AREAS.

FR

Cette organisation faîtière, regroupant plusieurs entités du mouvement paysan du Sénégal, tire un bilan d'étape à son siège au Scat Urbain en présence de M. Baba NGOM son Secrétaire Général, de Marius DIA, Responsable Technique de l'institution, M. Boubacar CISSE, Président de la FIARA, Saliou DIAGNE, Président des agriculteurs de Mékhé, Représentant l'Union des regroupements de producteurs agricoles et maraîchers de la zone de Mékhé et Dominique Chardon, Président de « Planètes Terroirs ». Une occasion pour Mr. Baba Ngom de saluer l'exemplarité du partenariat au service du monde rural sénégalais. Il a en outre, profité de cette occasion pour encourager l'émergence planifiée de l'Exploitation Agricole Familiale en vue de parvenir à une autosuffisance alimentaire durable. (Babacar Sene)

EN

This umbrella organization comprising several entities of the farmers' movement in Senegal, draws a progress report at its headquarters in Scat Urbain with Mr. Baba Ngom, its Secretary General Marius DIA, Technical Manager of the institution, Mr. Boubacar Cisse, FIARA Chairperson, Saliou Diagne, Mékhé farmers Chairperson, Representative of Groups of agricultural and vegetable producers in the and Mékhé area, Dominique Chardon, Chairperson of « Planètes Terroirs ». An opportunity for Mr. Baba Ngom to hail the exemplarity of the partnership at the service of the rural Senegal. He also took the opportunity to encourage the planned emergence of Family farming exploitation to achieve sustainable self-sufficiency. (Babacar Sene)



Vue partielle de la salle lors de la cérémonie d'ouverture des 20 ans du CNCR

ANNIVERSAIRE DU CNCR : LE CNCR FÊTE SES VINGT ANS BABA NGOM, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU CNCR

«Nous avons déroulé trois ou quatre événements successifs essentiels ; le premier c'est la FIARA naturellement, le second, le Forum sur Terroirs et Cultures qui nous a permis de nous rendre à Mékhé, donner l'occasion à nos amis hôtes étrangers qui étaient avec nous de voir la réalité du terrain et de savoir comment les gens ont su s'adapter, face aux changements climatiques, à la baisse des rentabilités des productions agricoles également; après cela nous avons tenu un Panel sur l'investissement agricole qui a permis de réfléchir sur quel investissement, pour quels produits et au profit de qui? On a pu effectivement analyser, selon les experts et selon les discussions, les investissements les plus pertinents pour aller vers le développement de l'agriculture. Aujourd'hui nous avons réalisé le dernier événement qui coïncide avec l'anniversaire du CNCR. C'est la première fois d'ailleurs que le CNCR célèbre son anniversaire, parce que le CNCR a 20 vingt ans. Certes, dans la vie d'un homme, 20 ans ce n'est rien, mais dans la vie d'une organisation qui est appelée à être dans un système de vie indéterminée donc

ce n'est pas grand-chose; mais il fallait au moins prendre le temps de marquer ces vingt années et de jeter un regard rétrospectif et critique pour savoir ce que nous avons pu faire comment on l'a fait ; quels en sont les résultats et l'enseignement qu'il faut en tirer et tracer peut être les perspectives d'avenir. Les témoignages ont été élogieux concernant les activités menées au niveau du CNCR mais également sur le processus qui a conduit à la création du CNCR. Nous avons essayé de voir comment créer ce déclic de transition entre les jeunes et les hommes qui ont construit ce mouvement. Des cérémonies de prières à l'endroit des disparus ont été organisées. C'est satisfaisant d'avoir eu tout ce panel de personnalités, de paysans et paysannes, des étrangers qui sont venus par avec nous cette anniversaire qui a permis à tout un chacun de connaître davantage le CNCR, son parcours, ce qu'il a fait mais également de voir ce qu'il pourra faire, ce qu'il a pu faire qui a réussi et ce qu'il n'a pas pu faire et qui constitue un échec et sur quoi nous devons tirer les enseignements pour que demain nous ne fassions pas les mêmes erreurs. C'est un appel à l'unité qui a été lancé aussi par notre Président d'honneur Mamadou Cissokho, s'unir, réfléchir, travailler pour l'avenir, restent les maîtres mots qui sont sortis à travers son intervention et de celle des autres.»



ANNIVERSARY OF NCRC: THE NCRC CELEBRATES TWENTY YEARS

«We held three or four main successive events, the first is obviously FIARA, the second Forum on Soils and Crops which enabled us to go to Mékhé, provide an opportunity for our friends who were foreign guests with us to see the reality on the ground and how people were able to adapt to climate change, the decline in profitability of agricultural production; also and after that we had a Panel on agricultural investment which enabled to reflect on investment products, the benefits and the beneficiaries. It has been effectively to analyze, according to experts and according to the discussions, the most relevant investments to go towards the development of agriculture. Today we held the last event which coincides with the anniversary of the NCRC. This is also the first time the famous CNCR is celebrating its anniversary, because CNCR has 20 twenty years.

Certainly, in the life of a man, 20 years is nothing, but in the life of an organization that is known to be a system of indefinite life so it's not much, but it has at least taken the time to mark the twenty years and cast a critical glance back to know what we could do what we did, what are the results and the lesson to be learned and define the perspectives. Testimonies were complimentary about the activities at the NCRC but also on the process that led to the creation of the NCRC. We tried to see how to create this trigger transition between the youth and the men who built this movement. Prayer ceremonies for the dead were organized. It is satisfying to have had this panel of personalities, farmers, foreigners who join us during this anniversary by enabling everyone to know more CNCR, its background, what it has done but also see what it can do, its successes and what has not been done and that is a failure and what we need to learn so that to not repeat the same mistakes.





L'AFRIQUE PEUT NOURRIR L'AFRIQUE

AFRICA CAN FEED AFRICA

FR

L'Afrique peut produire suffisamment assez denrées alimentaires pour se nourrir, voire constituer un stock de sécurité dans une perspective des éventuelles crises alimentaires. Là-dessus, la Banque mondiale est formelle. Pour ce faire, cette prestigieuse institution ne voit d'autres solutions que la levée des contraintes combien nombreuses qui entravent le commerce régional des produits alimentaires dans le continent.

Propos recueillis par Papa Yoro DIOP

UNE FATALITÉ VOULUE

Pas moins de 20 millions de personnes vivent sous la menace de la faim et de la malnutrition dans la seule région du Sahel. De nombreuses institutions spécialisées et spécialistes avisés prévoient une exacerbation de cette situation. Ce qui devrait se traduire par un doublement de la demande en produits alimentaires d'ici à 2020 pour ce qui concerne l'Afrique du seul fait des migrations des populations qui abandonnent de plus en plus les campagnes pour s'installer dans les villes. Dès lors, le continent africain doit et devra dans son ensemble faire face à une somme de menaces. Menaces liées à une demande croissante de produits alimentaires du fait de la désertion des campagnes par les populations rurales et une urbanisation rapide qui compromettra la capacité des agriculteurs à fournir leurs produits alimentaires aux consommateurs urbains quand le marché le plus proche est situé dans leur environnement immédiat. L'Afrique reste à ce jour le seul continent importateur net de produits alimentaires là où de vastes des terres fertiles de l'ordre de 400 millions d'hectares sont disponibles mais restent et que les que les rendements restent de loin inférieurs à ceux obtenus par les exploitants agricoles du reste du monde.

« L'Afrique a la capacité de produire et de fournir des denrées alimentaires de bonne qualité pour nourrir les familles du continent » déclarait Makhtar Diop, Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique. « Cependant, ce potentiel n'est pas exploité car les agriculteurs sont confrontés à plus d'obstacles commerciaux pour acheminer leurs produits alimentaires jusqu'au marché qu'ailleurs dans le reste du monde. Trop souvent, les frontières font barrage à l'acheminement des denrées alimentaires jusqu'à des foyers et des communautés aux prises avec une pénurie alimentaire ». Une telle déclaration résume à elle seule toute la problématique de la souveraineté alimentaire en Afrique.

EN

Africa can produce enough food to feed or even have security stockpile in a context of food crises. Thereupon, the World Bank is formal. To do this, this prestigious institution sees alternatives to the removal of the numerous constraints to regional trade in food products in the continent.

A DESIRED FATE

No fewer than 20 million people live under the threat of hunger and malnutrition in the Sahel region alone. Many specialized agencies and experts predict an exacerbation notified of this situation. This should result in a doubling of demand for food by 2020 in respect of the mere fact of migration of populations dropping more campaigns to settle in cities Africa. Therefore, Africa must and will in general face a sum of threats. Threats to a growing demand for food due to the emptying of the countryside by rural populations and rapid urbanization that will compromise the ability of farmers to deliver their products to urban consumers when the nearest market is in their immediate environment. Africa remains to this day the only net food products importer where vast fertile lands of about 400 million hectares are available but remain non-farmed and that the yields are much lower than those obtained by other farmers from other countries.

«Africa has the capacity to produce and provide good quality food to feed families in the continent», said Makhtar Diop, Vice-President of the World Bank for Africa. «However, this potential is not being realized because farmers face more trade barriers to get their food to other markets in the world. very often, borders are blocking the delivery of food to homes and communities struggling with food shortages». This statement sums up the whole issue of food security in Africa.



UNE SOLUTION À PORTÉE DE MAIN.

Le rapport de la Banque Mondiale publiée à la veille du sommet des ministres de l'Agriculture et du Commerce de l'Union africaine (UA) tenu à Addis-Abeba du 26 au 30 Novembre 2012 est formel : « L'Afrique peut nourrir l'Afrique ». Pour ce faire, l'Institution en appelle à une nécessaire entente entre Africains pour une suppression des obstacles liés au commerce régional et sa dynamisation. A elles seules, de telles mesures permettraient à l'Afrique de gagner pas moins de vingt milliards de dollars supplémentaires essentiellement tirés des recettes annuelles d'exportation. Cette importante somme d'argent ainsi engrangée permettrait aux exploitants agricoles qui représentent la majorité de la population africaine et qui produisent assez de denrées, de vivre de leur activité et de parer dans le même temps à futures crises alimentaires.

Les pays subsahariens gageraient ainsi à développer, de manière significative, leurs échanges de denrées alimentaires au cours des prochaines années. Cela afin de gérer l'impact meurtrier qu'auront une aggravation de la sécheresse, une hausse des prix alimentaires, une croissance démographique rapide et de une instabilité des conditions climatiques ».

De manière pratique, il s'agira de travailler à faire accéder à un bon nombre d'agriculteurs africains à des semences à haut rendement et à des engrais et pesticides aux moindres coûts. Ce qui aurait effet immédiat d'augmenter le rendement leurs récoltes plutôt que de se tourner vers des importations étrangères pour répondre à ces besoins croissants de produits alimentaires de base.

« La principale difficulté pour le continent est de savoir comment créer un environnement concurrentiel dans lequel les pouvoirs publics adoptent des politiques crédibles et stables qui encouragent les investisseurs privés et les entreprises à dynamiser la production alimentaire dans la région de sorte que les agriculteurs puissent obtenir les capitaux, les semences et les machines dont ils ont besoin pour devenir plus efficaces » a déclaré Paul Brenton, économiste principal pour l'Afrique à la Banque mondiale et principal auteur du rapport.

AUGMENTER LES RENDEMENTS MAÏS SURTOUT COMMERCER

Le soutien à une redynamisation du commerce interrégional et des exploitants agricoles africains constitués en majorité des femmes permettrait de profiter d'une opportunité de croissance majeure. Il en résulterait ainsi la création d'un nombre plus important d'emplois dans les services et d'une réduction considérable de la pauvreté. Ceci passe par des politiques ardues visant à favoriser l'accès des producteurs au crédit, aux marchés et à un certain nombre de services et d'infrastructures telles que des installations de stockage adaptées.

Ainsi que la Banque mondiale en invite à travailler à faciliter les échanges intra-régionaux des produits aux denrées alimentaires et favoriser une meilleure circulation de ceux-ci entre les zones dites fertiles et les régions déficitaires sur le plan alimentaire. Or, à ce niveau, les progrès sont entravés par le mauvais état des routes et le coût élevé des transports. Et des efforts soutenus sont attendus dans ce domaine, notamment en ce qui concerne l'amélioration des infrastructures routières et de la logistique, une baisse considérable mais possible des coûts de transport du seul fait de l'instauration d'une saine concurrence, l'établissement d'un marché compétitif pour renforcer les réseaux de distribution de produits alimentaires. Et le rapport de souligner l'importance de ces réseaux qui, dans de nombreux pays, ne profitent ni aux agriculteurs pauvres ni aux clients pauvres là où ceux-ci devraient être les principaux bénéficiaires de l'instauration d'un marché de produits alimentaires compétitif.

Or, cette volonté semble faire défaut à un certain nombre d'entre nos dirigeants qui tardent à comprendre que le développement ne passera jamais comme toujours certains l'ont pensé par ce que les autres feront pour nous mais plutôt ce que nous autres africains comptons faire pour nous-mêmes. Il en résulte qu'il nous faut cesser de nouer des partenariats qui ne sont point du type gagnant-gagnant dans lequel les investisseurs ne s'intéressent qu'aux potentialités de l'Afrique. C'est dans cette perspective qu'il faut désormais inscrire toute coopération future et qui fera que l'Afrique nourrira l'Afrique. (Papa Yoro DIOP)

A SOLUTION AT HAND

The report of the World Bank published on the eve of the summit of Ministers of Agriculture and Trade of the African Union (AU) held in Addis Ababa from 26th to 30th November 2012 is categorical: «Africa can feed the Africa». To do this, the institution calls for a necessary agreement between Africans for removal of barriers to regional trade and its potency. By themselves, these measures enable Africa to win not less than twenty billion dollars derived primarily from annual export earnings. This large sum of money and recovered will enable farmers who represent the majority of the African population to produce enough food to live on their activity and prepare at the same time to future food crises.

Sub-Saharan African countries will therefore guarantee to significantly develop, their food trade over the next few years. This is to handle the deadly impact of a worsening drought, rising food prices, rapid population growth and climate instability.

Practically, it will be about working to reach many African farmers in high-yield seeds and fertilizers and pesticides at lower costs, Which would immediately increase the yield of their crops rather than turn to foreign imports to meet the growing needs of food commodities?

«The main challenge for the continent is how to create a competitive environment in which governments adopt credible and stable policies that encourage private investors and businesses to boost food production in the region so that farmers can get capital, seeds and machinery they need to become more efficient» said Paul Brenton, chief economist for Africa at the World Bank and lead author of the report.

INCREASE PRODUCTIVITY BUT ALSO TRADE

Support for a revitalization of interregional trade and African farmers constituted essentially of women would benefit from a major growth opportunity. This result and the creation of a significant number of jobs in the service and a significant reduction in poverty. This goes through tough policies to promote farmers' access to credit, markets and a number of services and infrastructure such as suitable storage facilities.

As the World Bank calls for work in order to facilitate intra-regional trade in food products and promote better circulation between these so-called fertile zones to deficit zones in food. However, at this level, progress is hampered by poor roads and high transport costs. And sustained efforts are needed in this area, particularly with regard to the improvement of road infrastructure and logistics, a considerable but possible reduction in transport costs alone due to the introduction of effective competition, the establishment of competitive networks to strengthen food distribution market. And the report emphasized the importance of these networks which in many countries do not benefit poor farmers or poor clients where they should be the main beneficiaries of the establishment of a competitive market food.

However, this will seems to be lacking in a number of our leaders who are slow to understand that development would never occur as some have always thought about through what others will do for us but what we African intend to do for ourselves. As a result, we must stop building partnerships that are not win-win in which investors are only interested in Africa's potentials. Any future cooperation that will make Africa feed Africa should be in this perspective.

(Papa Diop Yoro)



DU 18 AU 20 JUIN 2013 S'EST TENU À FREETOWN (SIERRA LEONE) L'ATELIER DE RENFORCEMENT DU DIALOGUE ENTRE LES ORGANISATIONS DES PRODUCTEURS ET LA RECHERCHE AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST.

FROM 18 TILL 20 JUNE 2013 TOOK PLACE IN FREETOWN (SIERRA LEONE) THE WORKSHOP ON THE REINFORCEMENT OF THE CONSULTATION FRAMEWORK BETWEEN FARMERS ORGANIZATIONS AND RESEARCH IN WEST AFRICA.



DU 11 AU 14 DÉCEMBRE 2012 S'EST TENU AU PALAIS DES CONGRÈS DE NIAMEY (NIGER), LE FORUM RÉGIONAL PAYSAN OUEST-AFRICAIN. SOUS LE THÈME : SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES : LES RÉPONSES DES POLITIQUES RÉGIONALES.

FROM 11 TILL 14 DECEMBER 2012 TOOK PLACE IN THE CONFERENCE HALL OF NIAMEY (NIGER), THE REGIONAL FARMERS FORUM OF WEST AFRICA UNDER THE THEME: FOOD SOVEREIGNTY IN CONTEXT OF CLIMATE CHANGES : THE ANSWERS OF REGIONAL POLICIES.





vision
paysanne

RÖPPA

092 BP 884 Ouagadougou 09 - Burkina Faso
Tél.: +226 50 36 08 25 / Tél./Fax : +226 50 36 26 13
Email : roppa2000@yahoo.fr / secretariat@roppa-afrique.org
Site web : www.roppa.info / www.roppa-afrique.org